



CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Entre les soussignés :

❖ **Monsieur Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du conseil de communauté en date du 1^{er} avril 2021,

ci-après dénommé « la CAPG »,

Et

❖ **Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse**, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération de son conseil municipal en date du xxx,

ci-après dénommé « la Commune »,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET	
--------------------------	--

Par délibération du conseil de communauté en date du 1^{ER} avril 2021, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a décidé de confier la Maîtrise d'Ouvrage à la Commune de Grasse pour la réalisation du programme ci-après :

**CREATION D'UN CAMPUS ETUDIANT « VERT »
RUE DE L'ANCIEN PALAIS DE JUSTICE A GRASSE**

dont l'enveloppe financière prévisionnelle s'élève à la somme de **6 070 858 € HT, soit 7 285 029 € TTC.**

Par délibération en date du **XXX**, le Conseil municipal de Grasse a accepté la **délégation de Maîtrise d'Ouvrage**, objet de la présente convention.

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités administratives et financières de cette délégation.

ARTICLE 2 – MISSION DE LA COMMUNE	
--	--

La mission de la Commune porte sur les éléments suivants :

- Étude de la faisabilité technique et financière du projet ;
- Établissement du plan de financement prévisionnel de l'opération ;
- Établissement, transmission et suivi des dossiers de demande de subventions ; Demande de versements des acomptes et soldes au cofinanceur ;
- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'opération sera réalisée ;
- Préparation du choix du Maître d'œuvre ; Signature et gestion du Marché de Maîtrise d'œuvre ; Versement de la rémunération du Maître d'œuvre ;
- Préparation des dossiers d'urbanisme (permis de construire notamment) ou d'autorisations réglementaires (AT) pour le compte du Maître d'ouvrage ;
- Préparation du choix du Contrôleur Technique, CSPS et autres prestataires d'étude ou d'assistance au Maître d'Ouvrage ; Signature et gestion des Marchés de CTC, CSPS ou autres ; Versement de la rémunération au CTC, CSPS, ou autre ;
- Préparation du choix puis signature et gestion du contrat d'assurance dommages ouvrages le cas échéant ;
- Préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs ; Signature et gestion des Marchés de Travaux et Fournitures ; Versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs ;
- Suivi des travaux ; Réception des Travaux ; Suivi des levées de réserves et des désordres durant l'année de GPA ;
- Gestion administrative, financière et comptable de l'opération jusqu'au quitus ;
- Règlement des litiges d'ordre juridique

ARTICLE 3 – ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

L'enveloppe financière prévisionnelle est le **montant figurant à l'article 1 de la Convention**, déléguant la Maîtrise d'Ouvrage à la Commune, celle-ci s'engageant à réaliser cette opération dans le respect de cette enveloppe financière prévisionnelle.

Dans le cas où, au cours de la mission, la Commune se verrait contrainte de dépasser l'enveloppe financière, elle devra au préalable obtenir l'accord de la CAPG, un avenant à la présente convention devra être conclu à cet effet.

Il en est de même si la CAPG estimait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle.

ARTICLE 4 – MODE DE FINANCEMENT

4-1 Financement

Le financement complet de l'opération sera assuré, suivant **le plan de financement prévisionnel** suivant :

DEPENSES € HT		RECETTES €	
Travaux	5 044 694	CD06 (Contrat de territoire 2021-26)	1 800 000
		Région Sud CRET 2	2 154 762
Etudes	584 164	Etat (DSIL Travaux)	600 180
		Banque des territoires	65 000
Equipements	442 000	ETAT (DSIL Equipement)	210 000
		Part CAPG	1 240 916
TOTAL € HT	6 070 858	TOTAL €	6 070 858

Ce plan sera finalisé après l'obtention des diverses subventions et permettra de déterminer le montant de la part restant in fine à la charge de la *Communauté*.

4.2 Avances versées par la CAPG

La Communauté d'agglomération s'engage à verser des participations permettant de couvrir l'avancement du projet selon le plan de financement prévisionnel qui sera établi en concertation entre les deux parties. Dans le mois suivant la signature de la présente convention, la *Communauté* versera à la *Commune* une avance d'un montant égal aux dépenses prévues pour les premiers mois de la mission telle qu'elles ressortent de l'échéancier prévisionnel qui sera communiqué par la *Commune*.

L'avance ainsi consentie sera réajustée périodiquement à l'occasion de chaque mise jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes, de telle sorte que l'avance corresponde aux besoins de trésorerie de la *Commune* durant la période à venir, jusqu'à la mise à jour suivante de l'échéancier et des prévisions de besoins en trésorerie.

4.3 Remboursement

En cas de trop perçu, la *Commune* remboursera à la *Communauté d'Agglomération* l'excédent éventuel de l'avance versée par cette dernière lors de la clôture de l'opération.

	ARTICLE 5 – REMUNERATION DE LA DELEGATION	
--	--	--

Sans objet

	ARTICLE 6 – CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE	
--	--	--

6-1 – La CAPG et ses agents pourront demander à tout moment à la Commune la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

6-2 – Pendant toute la durée de la Convention, la *Commune* communiquera régulièrement à la *Communauté d'Agglomération* un **bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération** précisant les recettes et les dépenses restant à intervenir et les besoins en trésorerie correspondants.

Si nécessaire, la Commune devra présenter toutes propositions pour les éventuelles décisions à prendre par la CAPG, pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions, a fortiori si ces propositions conduisent à remettre en cause le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le plan de financement établi.

	ARTICLE 7 – CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	
--	--	--

7-1 – Règles de passation des contrats

La passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération suivra les dispositions légales relatives aux marchés publics, telles qu'elles ressortent de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et des décrets du 25 mars 2016. Les contrats seront signés par le **Maire de la commune**, après avis ou décision des divers bureaux, commission et jury, conformément aux dispositions légales.

7-2 – Procédure de contrôle administratif

La passation des contrats conclus par la Commune reste soumise aux procédures de **contrôle de légalité**.

7-3 – Approbation des avant-projets

La Commune n'a pas mission de définir le programme de l'opération. Ce dernier sera défini par la CAPG, en concertation avec le Maître d'œuvre choisi.

La Commune organisera toute réunion de travail nécessaire à la définition du projet.

7-4 – Réception des ouvrages

La Commune est tenue d'obtenir l'accord préalable de la CAPG avant de prendre la décision de la réception de l'ouvrage.

La réception sera prononcée par le **Maire de la commune de Grasse**.

La réception emporte transfert à *la Communauté d'Agglomération* de la garde des ouvrages.

ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA MISSION	
---	--

La mission de la Commune prendra fin après exécution complète des procédures suivantes :

- Réception des ouvrages et levées des réserves de réception,
- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,
- Établissement du bilan général et définitif de l'opération,
- Régularisation comptable.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION	
---	--

Le mandat prend effet à compter de la notification de la présente convention. A partir de cette date, la Ville succède à la CAPG dans ses droits et obligations vis-à-vis des tiers pour l'exécution des missions qui lui sont confiées par le présent mandat.

La présente convention prendra fin après achèvement de la mission, conformément à l'Article 8.

ARTICLE 10 – CAPACITE D'ESTER EN JUSTICE	
---	--

La Ville de Grasse pourra agir en justice pour le compte de la CAPG jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. La Ville de Grasse devra, avant toute action, demander l'accord de la CAPG.

Cependant, aucune action en matière de garantie décennale et garantie de bon fonctionnement n'est du ressort de la Ville de Grasse.

ARTICLE 11 – ASSURANCES / RESPONSABILITE	
---	--

La Ville de Grasse s'engage à supporter seule toutes les conséquences pouvant résulter de la conduite du chantier. Elle renonce à toute action récursoire à l'encontre de la CAPG.

La Ville de Grasse fait son affaire personnelle de toutes actions tendant à l'indemnisation des préjudices occasionnés à des tiers ou à des cocontractants à l'occasion du chantier, sauf à exercer tous recours qu'elle jugera utile.

La Ville de Grasse fera son affaire des assurances en responsabilité civile auprès des tiers et des riverains et dégage la CAPG de toutes responsabilités dans ce domaine.

Fait à Grasse, XXX

Pour la Commune de Grasse

Pour la CAPG

Le Maire
Jérôme VIAUD

Le Président
Jérôme VIAUD